

Thème 3 : La Troisième République avant 1914 : un régime politique, un empire colonial

Chapitre 1. La mise en œuvre du projet républicain

Introduction

Née dans un contexte de défaite, d'invasion militaire et de révolte sociale, la République est déjà très fragile à ses débuts. Cependant la République proclamée en 1870 va durer jusqu'à la défaite de 1940. Deux tentatives avaient déjà échouées à s'enraciner, la troisième république, durera 70 ans.

Problématique : Comment la nouvelle République a-t-elle su s'enraciner durablement dans la vie politique française ?

I) Une difficile instauration

A) La fin de la guerre

4 septembre 1870, la République est proclamée, création d'un gouvernement provisoire dit de « défense nationale ». Face aux nombreux revers le gouvernement doit quitter Paris, à Orléans, Bordeaux puis Versailles après mars 1871. 28 janvier 1871 est signé l'armistice¹. Dans cet armistice le gouvernement prévoit le désarmement de Paris. Élection du 8 février 1871 : majorité monarchiste jusqu'en 1877. Le pouvoir est confié à Adolphe Thiers, républicain conservateur. Perte de l'Alsace-Moselle, sera un motif de revanche.

B) La commune de Paris

18 mars -28 mai 1871 : Commune de Paris. Peuple parisien favorable à la poursuite de la guerre et refuse d'être désarmé. Ils souhaitent également de profondes réformes démocratiques et sociales. Exemple de mesures sociales de la commune : réquisition des logements inoccupés pour les plus pauvres, droits des femmes, abolition des maisons closes, abolition du travail de nuit, journée de travail de 10 heures... Plusieurs figures importantes vont se battre pour la Commune de Paris, ex Louise Michel institutrice qui ira se battre auprès des communards. Insurrections communardes dans toutes les grandes villes de France. Répression sanglante ordonnée par Adolphe Thiers à Versailles. Les communards sont fusillés ou déportés..

Commune de Paris va devenir un symbole pour les forces socialistes et une référence d'une organisation collective du peuple, réprimée par le pouvoir politique. Ce sera un modèle et aussi une leçon pour les organisations révolutionnaires.

C) Une république parlementaire

1875 : Amendement wallon rend le retour à une restauration monarchique impossible.

1875 : Adoption des lois constitutionnelles de la 3^{ème} République. **Démocratie parlementaire : régime politique dans lequel le gouvernement qui dirige la vie politique de la nation est choisi et responsable devant le parlement et celui-ci peut le renverser.** Le président de la République n'a qu'un rôle mineur. Le suffrage universel masculin est conforté, toutes les fonctions sont électives aux différentes échelles : nationales, départementales ou locales.

Élections de octobre 1877, donne la majorité aux forces républicaines emmenés par Léon Gambetta, forte participation : 75 %. Le président royaliste Mac-Mahon doit démissionner. **Les républicains vont pouvoir commencer à mettre en œuvre leurs grandes politiques de réformes pour le pays. La République est désormais aux mains des républicains.** Libertés fondamentales sont réaffirmées car étaient restreintes sous Napoléon III : liberté de la presse, imprimerie et réunion (1881), liberté syndicale (1884), droit de fonder une association (1901). Une démocratie parlementaire va impliquer la constitution de grandes organisations politiques qui pourront ainsi diriger des politiques : les partis politiques. 1901 : création du parti radical (1^{er} parti politique français).

La démocratie va également rentrer dans les campagnes, les maires avant nommés par le préfet sont désormais élus par les conseils municipaux (loi du 4 mars 1882).

II) L'enracinement sur le long terme

¹ Armistice : Arrêt des combats

A) La culture politique républicaine

Hymne national choisi sera : « la Marseillaise », également appelée « le chant de guerre de l'armée du Rhin ». 1880 : le 14 juillet devient une fête nationale, on commémore surtout la fête de la fédération : moment pendant lequel le roi et les citoyens avaient accepté une constitution pour diriger la France. Idée d'un rassemblement des français. Politique de réconciliation : juillet 1880 amnistie des communards. Marianne, en 1880 devient l'allégorie de la République : la république s'incarne en figure protectrice et une référence commune.

La République s'inscrit donc dans la continuité de la Révolution française.

1885 : Funérailles et panthéonisation de Victor Hugo > moments de célébration des héros républicains.

Patriotisme : Engagement d'un individu au service de son pays. Souvenir douloureux des provinces allemandes perdues/ volonté de revanche contre envahisseur allemand > esprit revanchard.

B) L'éducation

Accès au pouvoir des républicains va permettre de lancer des programmes réformateurs.

1881-1882 : Lois scolaires de Jules Ferry : mise en place de l'égalité scolaire, principe de la République.

Gratuité absolue de l'enseignement primaire dans les écoles publiques. Également est proclamé l'obligation de l'instruction primaire pour les enfants de 6 à 13 ans.

Il faut également imposer une école laïque. Avant les institutions scolaires étaient dominées par l'Église qui est majoritairement hostile à la République. Celle-ci souhaite donc réduire son influence dans les milieux scolaires. Jules Ferry impose en 1882, la neutralité religieuse ou laïcité, dans l'enseignement scolaire public. 1886, l'enseignement est confié à un personnel exclusivement laïc. Dans les cours, les instituteurs, appelés « Hussards noirs de la République » sont appelés à diffuser la culture républicaine, mais aussi à développer un discours patriote chez les jeunes.

C) La république laïque

Crises qui menacent la République, pousse les républicains des différentes tendances politiques à s'unir pour mettre en place des politiques ayant pour objectif de réduire l'influence de la religion dans les institutions.

1901 : loi sur les associations : permet de contrôler les congrégations religieuses : établissements d'enseignement privés tenus par un personnel religieux... Il leur faut désormais une autorisation, certaines devront s'exiler hors de France. Avec en 1902, l'arrivée d'Émile Combes et d'un gouvernement radical enclenche une politique anticléricale. Rupture des relations avec la papauté.

1905 : Loi de séparation des églises et de L'État, sous de vives tensions s'installe en France la laïcité : neutralité de l'État vis-à-vis des religions. État ne reconnaît, ni en subventionne aucun culte.

III) Une république critiquée

A) La tentation autoritaire et xénophobe

Armée est une des institutions françaises aux mains des conservateurs et de l'Église. La République craint un renversement militaire.

Crises politiques importantes : volonté d'un retour à une forme d'autoritarisme menée par un officier. Ex Mac Mahon en 1879. Président qui avait imposé une ligne politique royaliste aux débuts de la République.

Crise boulangiste 1886-1889 : ministre de la guerre en 1886, espoirs d'un retour autoritaire pour certains conservateurs. Mais il renonce à prendre le pouvoir par la force.

Face au danger du coup d'état militaire : 1905, service militaire devient obligatoire et universel, moyen de contrôler une partie de l'armée.

Affaire Dreyfus 1896 – 1899 : capitaine Dreyfus d'origine juive accusé d'être un espion à la solde de l'Allemagne, déporté en Guyane. En 1898, le commandant Esterhazy, véritable coupable est acquitté, l'armée souhaite étouffer l'affaire. Émile Zola publie dans l'Aurore, son fameux article « J'accuse » où il dénonce les irrégularités de l'affaire. Mais durant cette affaire l'opinion publique se fracture et se déchaîne entre dreyfusards et antidreyfusards. Certains développent un antisémitisme radical, d'autres refusent qu'on salisse l'armée. Dreyfus après un second procès où Dreyfus est condamné puis gracié. Il sera réhabilité en 1906.

Libertés de la presse et d'associations au départ vues comme des garanties contre l'arbitraire (4ème pouvoir pour la presse) vont devenir aussi des moyens de véhiculer les idées xénophobes et antisémites.

Développement des ligues nationalistes.

B) La contestation sociale

Attentats anarchistes 1892 – 1894, notamment un important à la chambre des députés et l'assassinat du président Sadi Carnot en 1894.

Lois scélérates contre les anarchistes : 1893-1894 > entravent la liberté d'expression et rendent possible des condamnations expéditives.

Ces mouvements sont également suivis par d'importantes grèves du monde ouvrier qui est gagné de plus en plus par les idées socialistes. 1905 : Création de la SFIO : Section Française de l'Internationale ouvrière, dont un des chefs en France est Jean Jaurès.

C) Les limites de la démocratisation

Femmes restent exclues du suffrage universel masculin. Opposition au droit de vote des femmes : une partie de la gauche y voit la crainte du « vote du confessionnal » où la femme catholique pratiquante est influencée par les opinions politiques du curé.

Mais : Lois Camille Sée de 1880 crée « les lycées de jeunes filles » qui ouvrent les portes à l'enseignement secondaire public aux filles.

Scandales politiques vont nourrir l'antiparlementarisme : méfiance face aux régime parlementaire et aux pouvoirs des partis politiques. Scandale de Panama, compagnie qui a creusé le canal a corrompu des députés pour obtenir de l'argent alors que l'entreprise était en difficulté.

Conclusion

La République a su s'installer dans la durée car elle a pris racine dans le quotidien des français : dans le vote ou à l'école, les idées se diffusent dans les populations et les générations futures. Bien que rudement contestée, les différentes crises lui auront également permis de se solidifier face à des ennemis anciens et nouveaux.